

tard que se réalisa pleinement le rêve d'un Canada complètement unifié. Deux ans après la Confédération, le Canada acheta de la Compagnie de la baie d'Hudson tous les Territoires du Nord-Ouest et y tailla trois provinces: le Manitoba en 1870, la Saskatchewan et l'Alberta en 1905. La promesse d'un chemin de fer transcontinental amena la colonie du Pacifique à s'unir à la Confédération sous le nom de Colombie-Britannique. L'île du Prince-Édouard suivit cet exemple en 1873. En 1895, la Grande-Bretagne céda ses possessions de l'Arctique et, en 1949, Terre-Neuve entra dans la Confédération.

### La naissance d'une nation souveraine

Sir John A. Macdonald, le premier à occuper le poste de premier ministre, fut l'un des principaux artisans du Canada moderne. Lorsqu'on songe aux événements survenus depuis son administration, on peut dire qu'il fut presque un prophète.

Sa "politique nationale" de construction de chemins de fer, de protection douanière et de colonisation de l'Ouest reflétait clairement la résolution du Canada de devenir une entité politique indépendante. L'achèvement du chemin de fer du Pacifique-Canadien, en 1885, fut la cause du peuplement rapide de l'Ouest. Jusque-là, l'Ouest était une région quasi déserte, où il n'y avait que quelques postes de traite, quelques petites colonies et des bandes d'Indiens, qui chassaient le bison. En une seule décennie, de 1901 à 1911, près de 2 millions d'immigrants, la plupart de l'Europe centrale, vinrent au Canada. La plupart s'établi-

rent sur les excellentes terres des Prairies pour en tirer une nouvelle denrée très importante, le blé.

Les hommes d'État canadiens ne tardent pas à formuler un programme d'autonomie complète, dans le domaine international aussi bien que national, qui finira par se réaliser dans le cadre du Commonwealth britannique. En 1900, l'éloquent premier ministre d'alors, sir Wilfrid Laurier, pourra dire avec fierté: "Ce que je revendique pour le Canada, c'est qu'il soit un jour libre d'agir ou de ne pas agir . . . et qu'il ait le droit de juger lui-même s'il y a lieu d'agir ou de ne pas agir . . .".

Au cours du demi-siècle qui suit, nous assistons à la lente ascension d'une nation au rang de puissance internationale. Dès 1880, le Canada envoie à Paris un représentant qui est le porte-parole de la nouvelle nation, mais non un diplomate dans toute l'acception du terme puisque les relations extérieures du Canada relèvent encore de la Grande-Bretagne. Cependant, les représentants du Canada ont leur mot à dire dans les négociations diplomatiques et, avec les années, la participation du pays se précise. En 1909, le Canada entre dans une nouvelle phase de développement et la création d'un ministère des Affaires extérieures s'impose. Au début, ce ministère n'est rien d'autre qu'un trait d'union entre les organismes britanniques et canadiens en matière de politique étrangère; mais son importance s'accroît avec les années et le Canada prend une part de plus en plus active aux affaires extérieures qui le concernent directement.

Avec la première guerre mondiale, les relations internationales du Canada franchirent une nouvelle

étape. En quatre ans, les effectifs de l'Armée augmentèrent dans la proportion de 200 pour 1 et la production industrielle du pays s'accrut au point que le Canada put expédier outre-mer du matériel de guerre pour plus d'un milliard de dollars. Quand la paix revint, deux ministres du gouvernement Borden signèrent le traité de Versailles au nom du Canada. Lors de la formation de la Société des Nations, le Canada se fit le champion des dominions britanniques et les fit agréer comme membres de plein droit. En 1923, le Canada signa son premier traité bilatéral (avec les États-Unis).

La conférence impériale de 1926 définit formellement ce nouveau statut; aux termes de la déclaration Balfour, les nations du Commonwealth étaient: ". . . au sein de la communauté britannique, des collectivités autonomes de statut égal, nullement subordonnées les unes aux autres sous quelque aspect que ce soit, domestique ou extérieur, mais unies par une allégeance commune à la Couronne et associées librement comme membres du Commonwealth des nations britanniques". Cinq ans plus tard, ces principes furent incorporés dans le statut de Westminster.

Peu à peu, le gouvernement d'Ottawa prit sous sa responsabilité la conduite des affaires extérieures du Canada. Le Gouverneur général cessa d'être le représentant du gouvernement britannique pour devenir le représentant personnel de Sa Majesté. Les communications entre les deux gouvernements se firent directement sans intervention du Gouverneur général comme auparavant, et les deux pays échangèrent des hauts commissaires. La représen-

tation du Canada à l'étranger devint de plus en plus importante. En 1925, un agent fut nommé pour représenter le pays, avec voix consultative, aux conférences internationales de Genève. En 1927, notre pays ouvrit sa première mission diplomatique à l'étranger; c'était la légation canadienne à Washington. En 1939, le Canada avait établi six postes à l'étranger.

De même que la première guerre mondiale avait inauguré une ère nouvelle dans les relations du Canada avec les autres pays, la seconde guerre mondiale marque à cet égard une nouvelle étape. La seconde guerre mondiale, où le Canada entra de sa propre autorité le 10 septembre 1939, eut sur son sol de vastes répercussions politiques, économiques et sociales. Quatre hommes sur dix âgés de 18 à 45 ans portèrent l'uniforme militaire. Les forces canadiennes furent parmi les premières à attaquer l'Europe nazie, à Dieppe; elles se battirent en première ligne en Sicile, en Italie et en Normandie. La Marine royale canadienne vit ses effectifs passer de 1,700 à 95,000 et elle servit sur toutes les mers du globe. Les pertes totales des divers effectifs s'élevèrent à 97,000 hommes. Le Canada mit en œuvre, administra et, dans une grande mesure, finança le Plan d'entraînement aérien du Commonwealth, grâce auquel plus de 130,000 aviateurs furent formés pour les services aériens des divers pays du Commonwealth.

De lourds engagements en effectifs n'empêchèrent pas le Canada d'accroître sa production industrielle, car il devint le deuxième pays exportateur du groupe allié. Les quatre cinquièmes de ses exportations consistaient en produits de guerre destinés aux Alliés et que chacun des membres de